

Procédure file

| Informations de base | |
|---|--|
| COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement | 2005/0088(COD) Procédure caduque ou retirée |
| Agence ferroviaire européenne: mandat du directeur exécutif | |
| Sujet 3.20.02 Transport ferroviaire de personnes et de marchandises 8.40.08 Agences et organes de l'Union | |

| Acteurs principaux | | | |
|--|--|---|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | JURI Affaires juridiques | | 15/06/2005 |
| | | PPE-DE GARGANI Giuseppe | |
| | Commission pour avis | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| | TRAN Transports et tourisme | | 14/06/2005 |
| | | ALDE COSTA Paolo | |
| Conseil de l'Union européenne Commission européenne | DG de la Commission Ressources humaines et sécurité | Commissaire ŠEFČOVIČ Maroš | |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|---|--------|
| 13/05/2005 | Publication de la proposition législative | COM(2005)0190 | Résumé |
| 07/06/2005 | Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture | | |
| 22/11/2005 | Vote en commission, 1ère lecture | | Résumé |
| 28/11/2005 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture | A6-0363/2005 | |
| 13/12/2005 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 13/12/2005 | Décision du Parlement, 1ère lecture | T6-0482/2005 | Résumé |
| 21/05/2014 | Proposition retirée par la Commission | | Résumé |

| Informations techniques | |
|-------------------------|----------------|
| Référence de procédure | 2005/0088(COD) |
| | |

| | |
|--|---|
| Type de procédure | COD - Procédure législative ordinaire (ex-procédure codécision) |
| Sous-type de procédure | Législation |
| Instrument législatif | Règlement |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 091-p1 |
| Etape de la procédure | Procédure caduque ou retirée |
| Dossier de la commission parlementaire | JURI/6/28494 |

Portail de documentation

| | | | | | |
|--|------|---|------------|-----|--------|
| Document de base législatif | | COM(2005)0190 | 13/05/2005 | EC | Résumé |
| Document annexé à la procédure | | SEC(2005)0625 | 13/05/2005 | EC | Résumé |
| Amendements déposés en commission | | PE364.870 | 08/11/2005 | EP | |
| Avis de la commission | TRAN | PE362.770 | 24/11/2005 | EP | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A6-0363/2005 | 28/11/2005 | EP | |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | | T6-0482/2005 | 13/12/2005 | EP | Résumé |
| Comité économique et social: avis, rapport | | CES1506/2005 JO C 065 17.03.2006, p. 0131-0134 | 15/12/2005 | ESC | |
| Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière | | SP(2006)0053 | 12/01/2006 | EC | |

Informations complémentaires

| | |
|-----------------------|-------------------------|
| Commission européenne | EUR-Lex |
|-----------------------|-------------------------|

Agence ferroviaire européenne: mandat du directeur exécutif

OBJECTIF : modifier les règles de procédure pour la reconduction du mandat du directeur exécutif de l'Agence ferroviaire européenne.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

CONTENU : Il existe aujourd'hui dans l'Union européenne, quelque 20 organismes décentralisés qui peuvent être regroupés sous l'appellation générique d'« agences communautaires » du fait de leurs caractéristiques communes : création par base légale, personnalité juridique, autonomie administrative et financière, champ de compétence et d'intervention clairement défini.

Ces agences sont dirigées par un responsable, qui a, en principe, le titre de directeur et qui, dans certains cas, est assisté d'un ou plusieurs adjoints. La durée de leur mandat est généralement de 4/5ans. La plupart des règlements de base prévoient néanmoins que ce mandat puisse être reconduit pour une ou plusieurs périodes. Les conditions de nomination et la durée du mandat sont précisées dans chaque règlement pour chaque agence.

Jusqu'à ces dernières années, l'organe compétent pour la nomination choisissait de prolonger le mandat des directeurs en poste par simple décision. Après avoir procédé à un examen plus détaillé des dispositions des règlements de base, la Commission est arrivée à la conclusion que cette pratique posait un problème juridique. En effet, le fait que le mandat soit renouvelable ne peut, selon la Commission, être interprété que dans le sens où le titulaire du poste doit, à l'expiration de son mandat, faire acte de candidature pour un nouveau mandat, ce qui ne le dispenserait pas de suivre la procédure classique de sélection des candidats, conformément au régime applicable aux autres agents des Communautés (puisque ce type de personnel est apparenté à des agents temporaires relevant du RAA).

Sachant que ces procédures sont longues et onéreuses et compte tenu des besoins spécifiques des agences et de la pratique des dernières années, la Commission propose d'éviter de refaire une procédure de sélection chaque fois que le premier mandat du directeur, ou des autres postes éventuellement concernés, arrivent à leur terme, en prévoyant une simple prolongation du mandat initial afin d'assurer la continuité de la direction administrative de l'agence. La décision de prolonger le mandat du directeur en poste serait prise sur la base d'une évaluation préalable des performances du directeur et des besoins de l'agence, faite par l'autorité qui propose les candidats à l'autorité de nomination. La prolongation ne pourrait intervenir qu'une seule fois et pour une durée limitée, qui ne pourrait excéder celle prévue pour le premier mandat.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de la présente proposition qui applique à 18 des 20 agences communautaires les mêmes modifications juridiques.

Étant donné que chaque agence a son champ de compétence et d'intervention propre avec une base juridique distincte, il a été jugé nécessaire de modifier chaque règlement en soi. Techniquement, les modifications apportées au présent règlement portent sur les règles et procédures applicables à la reconduction du mandat du directeur exécutif de l'Agence ferroviaire européenne. Ce dernier aurait un mandat de 5 ans reconductible une fois sur proposition de la Commission et après évaluation. L'évaluation de la Commission porterait sur les résultats obtenus au terme du premier mandat et des besoins futurs de l'agence.

À noter que des modifications semblables seront proposées au moment voulu pour les 2 autres agences qui ne font pas l'objet de la présente proposition (Agence européenne des produits chimiques et Agence communautaire du contrôle des pêches). Ces agences font actuellement l'objet d'un examen pour révision et/ou adoption de leur acte juridique de base. Les autres agences communautaires ne sont pas concernées par la présente révision (Agence européenne pour la reconstruction et Agence pour la sécurité des réseaux et de l'information, de même que les agences relevant du II^{ème} et III^{ème} piliers).

Agence ferroviaire européenne: mandat du directeur exécutif

La commission a adopté le rapport de son président, Giuseppe GARGANI (PPE-DE, IT), approuvant dans les grandes lignes la proposition en première lecture de la procédure de codécision. Les députés européens ont toutefois adopté des amendements visant à conférer au Parlement un rôle dans les procédures de nomination du directeur exécutif et du renouvellement de son mandat.

Agence ferroviaire européenne: mandat du directeur exécutif

En adoptant le rapport de M. Giuseppe GARGANI (PPE-DE, IT), le Parlement européen se rallie pleinement à la position de sa commission au fond et approuve la proposition de la Commission en adoptant une série d'amendements techniques visant, pour l'essentiel, à conférer au Parlement un rôle plus important dans la procédure de nomination du directeur exécutif de l'Agence ferroviaire et du renouvellement de son mandat.

Le Parlement apporte des éclaircissements à la procédure de nomination du directeur exécutif : il demande notamment la mise en concurrence des candidats potentiels qui seraient évalués sur base de leurs mérites propres et de leur expérience dans le domaine ferroviaire. Le candidat retenu serait celui qui l'emporterait par une majorité des 4/5^{ème} des votes.

Agence ferroviaire européenne: mandat du directeur exécutif

Comme annoncé dans le Journal officiel C 153 du 21 mai 2014, la Commission européenne a décidé de retirer cette proposition, qui était devenue caduque.